

<https://www.elcorreo.eu.org/BLITZKRIEG-CONTRE-L-ARGENTINE>

# **BLITZKRIEG CONTRE L'ARGENTINE**

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 9 février 2026

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**L'assaut mené par le gouvernement de Milei contre les meilleurs atouts de l'Argentine, ses avancées sociales, scientifiques, productives et culturelles, n'a non seulement pas perdu de sa vigueur après deux ans de mandat, mais se poursuit et s'accélère même dans certains domaines. Il s'apparente à l'attaque fulgurante – *blitzkrieg*, en allemand ou guerre éclair – d'une armée d'invasion contre toutes les capacités d'un pays envahi.**

## La guerre éclair du mileísmo détruit ses propres électeurs

La cascade de mesures lancées sans relâche par l'exécutif ne laisse aucun domaine de l'activité nationale épargné, profitant d'un état apparent de désorientation, d'apathie, de résignation ou de complicité de divers secteurs de la société face aux reculs impulsés par l'administration libertaire.

Dès le premier jour, le gouvernement favorables aux grandes entreprises a pris des mesures qui nuisent systématiquement et de manière cumulative à la répartition des revenus, au tissu productif, au système scientifique et technologique national, à la santé publique, aux infrastructures routières et au fonctionnement minimal des domaines essentiels de l'État.

Parallèlement, on a tenté d'introduire un discours magique et absurde sur les bienfaits et les effets positifs de l'ajustement régressif qui était mis en œuvre. Pour soutenir ce discours, la distorsion des statistiques officielles en matière d'inflation, d'emploi, de pauvreté et d'équilibre des comptes publics est devenue un instrument fondamental.

Tout cela n'est devenu beaucoup plus visible publiquement que récemment, avec le licenciement de Marco Lavagna, directeur de l'INDEC. Mais les statistiques sur l'inflation ne sont pas les seules à être manipulées. L'évolution « officielle » des salaires réels et des retraites n'est pas la vraie : sinon, on ne peut pas comprendre la chute, depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, de 40 % des ventes au détail, selon la Confédération argentine des moyennes entreprises (CAME).

À cette pente économique qui touche 70 % de la population, le gouvernement a décidé d'ajouter de nouvelles mesures économiques de fond – qui constituent d'anciennes revendications historiques d'une partie importante des entrepreneurs locaux –, telles que la réforme du travail, avec pour objectif clair d'atomiser les salariés et de les livrer sans défense aux pratiques patronales du XIXe siècle.

Il encourage également les exigences illimitées du secteur minier : celles-ci visent à modifier la « loi sur les glacières » afin de détruire tout ce qui limite les activités extractives des grandes entreprises étrangères.

D'une certaine manière, le gouvernement comprend que toute cette vague d'activités commerciales, sans aucun bénéfice pour la majorité, va générer des tensions sociales. En conséquence, il tente d'ajuster et de mettre au point un appareil autoritaire de contrôle des idées et de répression sociale.

Tout cela constitue une accumulation de mesures offensives contre divers secteurs du pays. Ce lancement incessant de mesures antipopulaires dépasse largement la capacité sociale à faire face à chacune des initiatives officielles

avec un minimum de plafond social en matière d'information, de conscience et de mobilisation. Ce n'est que dans de très rares cas qu'il a été possible d'atteindre un niveau d'action collective suffisant pour faire face à des mesures très régressives et antipopulaires.

C'est la guerre éclair menée par le gouvernement de Milei, appréciée à ses débuts même par les classes populaires et moyennes, et célébrée avec enthousiasme par ses principaux promoteurs, les grands acteurs économiques.

Après des gouvernements marqués par des obstacles internes et un manque d'audace, comme celui du Frente de Todos, le décisionnisme porte ses fruits.

La particularité de cette guerre éclair, politique et économique, est qu'à mesure qu'elle se déploie, elle détruit ses propres électeurs et les classes moyennes colonisées par des décennies de propagande néolibérale. Cela ne garantit, pour l'instant, qu'une dissonance cognitive au sein de cet espace aussi enthousiaste que déçu.

L'intensification de l'offensive, stimulée par les résultats électoraux d'octobre, touche désormais les secteurs entrepreneurs qui voyaient d'un bon œil les « réalisations » de l'administration actuelle.

## Entre opportunisme et égarement idéologique

Au cours des dernières semaines, nous avons assisté à des affrontements entre la logique gouvernementale, totalement indifférente au sort du pays et orientée vers la promotion du capital mondial au détriment de tout intérêt national, et divers entrepreneurs – dont les noms ont une grande valeur symbolique – qui se sentent soudainement affectés par les décisions officielles – tout à fait prévisibles – qui nuisent à leurs intérêts concrets.

- **Paolo Rocca**, PDG de Techint, a été affecté par la défaite face à une entreprise indienne dans un important appel d'offres public pour la fourniture de tubes en acier destinés à la construction d'un gazoduc local. Cela a donné lieu à une polémique publique avec le président Milei, au cours de laquelle les deux hommes ont avancé des arguments qui peuvent être valables sur le plan économique, ou qui peuvent servir à masquer des intérêts douteux.

Techint a été très favorisée pendant des décennies par les gouvernements argentins successifs, qui ont misé sur son expansion dans le cadre conceptuel de la présence de grandes entreprises nationales dans des domaines stratégiques, mais qui a malheureusement profité de cette situation de domination du marché pour vendre des produits sidérurgiques coûteux à d'autres secteurs de l'industrie manufacturière argentine, ce qui a nui à la compétitivité extérieure d'industries qui auraient pu générer une plus grande valeur ajoutée et augmenter les exportations d'origine industrielle.

L'entreprise est devenue de plus en plus puissante, elle s'est transnationalisée, mais l'industrie argentine, elle, non. Rocca a soutenu avec enthousiasme l'accession de Milei à la présidence de la Nation, espérant de nouvelles affaires dans le secteur des hydrocarbures, pour se retrouver aujourd'hui avec un exécutif qui le surnomme « don Chatarrín » (Monsieur Ferrailleur) et lui retire certains de ses « droits acquis ».

- **Marcos Galperín**, propriétaire de Mercado Libre, la plus grande entreprise du pays en termes de capitalisation boursière, a maintes fois affiché son extrémisme néolibéral, participant activement sur les réseaux sociaux à la défense du comportement agressif et destructeur du gouvernement actuel. Dans cette logique de désengagement total vis-à-vis du pays, il a déménagé en Uruguay afin de payer moins d'impôts en Argentine, tout en continuant à bénéficier d'avantages fiscaux dans notre pays.

Le gouvernement actuel incarne l'idéologie privatiste dans sa forme la plus extrême, combinée aux formes les plus pures du profit parasitaire. C'est pourquoi il mène une expérience d'ouverture à l'importation avec un taux de change déprécié afin de promouvoir le carry trade, ce qui stimule fortement l'achat de biens et de services

importés.

L'avalanche de produits en provenance de Chine est la preuve empirique de cette expérience désastreuse pour l'économie productive locale. Galperín a été touché par cette avalanche qui arrive directement à la porte des consommateurs locaux de marques telles que Temu, Shein et Alibaba, qui effectuent des envois massifs depuis l'étranger, sans passer par les services de son entreprise. Il se moque que le tissu productif national périsse, tant que la logistique augmente les revenus de son entreprise.

Il a donc décidé d'intenter une action en justice contre l'entreprise chinoise Temu pour « concurrence déloyale » et « publicité trompeuse » envers les consommateurs argentins. Il y a quelque temps, il a également supplié un autre gouvernement de ne pas laisser le géant américain Amazon opérer sur le marché local, car cela réduirait certainement les énormes profits que lui procure sa position dominante sur le marché local.

- **Teddy Karagozian** est un entrepreneur du secteur textile, ancien PDG de l'importante société TN PLATEX, qui a également accueilli favorablement l'arrivée de Milei, qu'il a jugée prometteuse (« *Si Milei tient ses promesses, cela renforcera l'industrie* », a-t-il déclaré à l'époque), allant jusqu'à participer au Conseil des conseillers économiques du gouvernement, dont il a été écarté par le président en juillet 2024.

La politique officielle d'ouverture sans discernement avec un taux de change décalé (déjà testée sous Martínez de Hoz et Domingo Cavallo) pousse l'ensemble du secteur textile vers une situation catastrophique, et l'entreprise de Karagozian semble connaître de graves difficultés économiques. De plus, la baisse des revenus de la majorité de la population réduit encore davantage le marché pour la production locale.

En novembre, l'entreprise a décidé de fermer sa ligne de confection de vêtements de sport et de sous-vêtements, qui fonctionnait dans l'usine de Monte Caseros, à Corrientes, et a licencié 20 des 36 ouvriers qui travaillaient dans ce secteur. Elle vient de fermer son usine *Hilados SA*, située dans la localité de Los Gutiérrez, dans la province de Tucumán, et a suspendu près de 200 salariés.

Tous ces chefs d'entreprises, et bien d'autres moins médiatisés, ont soutenu la blitzkrieg contre le pays, pensant qu'ils sortiraient gagnants d'une expérience de ce type, dont les antécédents historiques sont très clairs.

Ils ont collaboré, soutenu, conseillé, financé. En fait, ils ont agi comme une partie des forces qui ont profité de l'état de vulnérabilité de la société pour avancer sans pitié ni sensibilité envers leurs compatriotes.

Aujourd'hui, alors qu'ils subissent les rigueurs de l'expérience, ils revendiquent leur statut de « généraux nationaux », alors qu'ils ont permis et soutenu le débarquement des troupes d'invasion.

La société argentine devrait pouvoir rompre avec le chantage auquel elle est soumise, afin de choisir entre des politiques publiques qui favorisent les entreprises locales qui ne se soucient pas du pays, ou les entreprises étrangères qui ne se soucient non plus du pays.

## Accords internationaux pour le sous-développement

Comme nous l'avions déjà souligné à la mi-novembre, lors de la première annonce d'un cadre pour les négociations entre l'Argentine et les États-Unis, l'accord sur le commerce et les investissements avec les États-Unis annoncé cette semaine est très négatif pour notre pays.

Il impose un nombre considérable d'obligations à l'Argentine, contre une poignée d'engagements de la part des États-Unis. L'asymétrie est flagrante. Il porte atteinte à une grande partie de la production nationale, n'offrant que des opportunités très limitées à quelques acteurs locaux.

**Carlos Castagneto l'a très bien résumé :**

« L'Argentine accorde un accès préférentiel aux produits industriels, technologiques, pharmaceutiques et agricoles des États-Unis ; elle supprime les barrières non tarifaires, les taxes et les formalités ; elle ouvre son marché au bétail, à la viande, aux produits laitiers et à la volaille américains ; elle assouplit les contrôles et les enregistrements ; et elle autorise le commerce numérique et le transfert de données sous la juridiction des États-Unis. En échange, les États-Unis n'offrent que des réductions tarifaires limitées et conditionnelles, principalement sur des ressources que l'Argentine ne produit même pas. Des secteurs stratégiques sont engagés : l'industrie nationale, la production agricole, les données, les minéraux critiques et la souveraineté réglementaire, sans débat public ni contrôle parlementaire ».

Ajouté au mauvais accord du Mercosur avec l'Union européenne, actuellement bloqué à titre provisoire en Europe, cela a pour effet que l'Argentine signe des accords qui favorisent sa désindustrialisation, dans lesquels le pays se dépouille de ses capacités de contrôle et de régulation étatiques, cède son marché intérieur et oriente son commerce extérieur vers les zones les moins dynamiques de la planète.

**En résumé :** les accords commerciaux en cours avec les grandes puissances sous-développent le pays et renforcent la tendance vers une structure productive de plus en plus primarisée, ce qui implique une population de plus en plus appauvrie en raison d'un profil productif plus arriéré.

Nous connaissons le rôle déplorable joué par le pouvoir législatif sous l'actuel gouvernement Mileísta, qui consiste à valider la plupart des pressions exercées par le pouvoir exécutif. Ces « projets du pouvoir exécutif » ne sont rien d'autre que l'expression des intérêts de certains groupes corporatifs, du capital financier mondial ou directement des États-Unis.

À l'exception de [Fuerza Patria](#), qui a défendu au Parlement une série de principes nationaux fondamentaux, le reste du spectre politique semble complètement perdu, embarqué dans des projets particuliers ou provinciaux, vendu à des intérêts mineurs de petites villes, ou soumis aux pressions de puissants secteurs privés qui n'ont aucun projet national.

La question est de savoir ce qui se passera lorsque de nombreux parlementaires, directement liés à divers lobbies privés locaux, devront donner leur consentement à des accords internationaux qui nuisent clairement à leurs mandants (soyons clairs : aux hommes d'affaires qu'ils représentent). Cela ouvre une phase confuse de négociations politiques et parlementaires, qui sera également sensible à ce que les secteurs populaires pourront exprimer, s'ils s'organisent.

C'est aussi pour cela que le gouvernement a besoin du rythme de la *blitzkrieg* : pour que l'on ne comprenne pas bien ce qui est en jeu et que les acteurs locaux ne parviennent pas à soulever des objections ou à rejeter franchement les tentatives de sceller l'horizon du pays.

## Comment freiner une *blitzkrieg* ?

Lors de l'invasion de l'Union Soviétique par l'armée nazie, la *blitzkrieg* – la guerre éclair – était une stratégie destinée à gagner du temps tenu des vastes territoires à conquérir, afin de ne pas laisser le temps à l'ennemi soviétique d'organiser sa propre défense et de pouvoir ainsi lui porter des coups décisifs et dévastateurs.

La tactique allemande a presque réussi, mais elle a sous-estimé la capacité des Soviétiques à défendre leur propre

pays et à s'organiser pour la contre-attaque, qui s'est finalement avérée victorieuse.

La contre-attaque a connu une issue heureuse, non seulement parce que la Russie est très vaste, très peuplée ou parce qu'il y fait très froid en hiver. L'URSS a triomphé parce que ses meilleurs hommes et femmes, les protagonistes efficaces de la résistance à l'ennemi exterminateur et de l'offensive imparable jusqu'à Berlin, ont finalement émergé dans ce combat décisif pour la survie.

Les forces, l'enthousiasme et le patriotisme de la population ont dû être mobilisés pour faire face à un effort suprême, face à un défi de vie ou de mort. Il fallait une stratégie cohérente pour repousser militairement l'assaut nazi, préparé de longue date.

Pour une raison qu'il est indispensable de comprendre, la disposition au sacrifice d'une partie du peuple argentin a été captée par une expérience insolite, le *milléisme*, qui a réussi à faire croire que le transfert de la richesse sociale vers le capital concentré permettrait d'assurer le bien-être de tous. « La voie appauvrisante vers la prospérité » semble être une vision psychologiquement tordue, mais qui s'est avérée efficace dans le cadre de la *blitzkrieg*. Si nous avons une certitude, c'est que cela ne se passe pas ainsi, et que les effets regrettables du dépouillement des classes populaires et moyennes se feront sentir mois après mois.

L'Argentine a des réserves. Elle dispose de ressources matérielles, elle a la capacité de créer et de produire, et surtout, elle compte de nombreuses personnes de valeur qui, jusqu'à présent, n'ont pas pu accéder aux postes de décision pour prendre une autre direction.

La guerre éclair menée par le Capital mondial et local contre le peuple argentin a ses propres faiblesses et vulnérabilités. En fait, n'importe quel arrêt peut donner le temps nécessaire à beaucoup pour comprendre et réagir. Mais pour l'affronter avec une perspective de victoire, il faut une stratégie de fond et une organisation autour de celle-ci.

Ricardo Aronskind\* pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 8 février 2026

\***Ricardo Aronskind.** Économiste et titulaire d'un master en relations internationales, chercheur enseignant à l'Université Nationale de General Sarmiento.

Traduit de l'espagnol pour et depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Esrelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 9 février 2026.